

CIBLE

Huchon

La candidate socialiste nous entretient avec composition de « l'ordre juste » et de la « morale de l'action ». Depuis une quinzaine d'années, son fond de commerce c'est l'éthique, assurément. Encore faut-il, de manière toute banale, accorder ses paroles à ses actes.

Lorsque Georges Frêche avait insulté les harkis, Ségolène Royal avait gardé le silence. La morale ne pèse pas lourd quand elle est mise en balance avec une importante baronnie socialiste.

La candidate pouvait se refaire une réputation, dans l'ordre du juste, à l'occasion du procès intenté à son camarade Jean-Paul Huchon.

Poursuivi pour « prise illégale d'intérêt », le président socialiste de la région Ile-de-France a comparu devant la 11^e Chambre du tribunal correctionnel de Paris ; il a été condamné le 20 février à six mois d'emprisonnement avec sursis, 60 000 euros d'amende et un an de privation de ses droits civiques et civils.

Jean-Paul Huchon, qui compte faire appel, n'a pas eu la décence de démissionner de ses fonctions.

Ségolène Royal a gardé, une fois de plus, le silence : l'« ordre juste » ne saurait concerner les amis très puissants.

APPRÉHENSION

Le risque du fascisme

Intellectuels

Virage à droite ?

p. 9

Menace

**Bush
et l'Iran**

p. 5

Un film politique subliminal

Les écrans de cinéma accueillent le film belge *Nue propriété* du - talentueux et prometteur - jeune réalisateur Joachim Lafosse, récemment récompensé au 19^e festival de cinéma d'Angers.

Les critiques avisés ne ménagent pas leurs éloges pour ce film brillant, un drame familial lucide et désespéré, dont la distribution est emmenée par une Isabelle Huppert au sommet de son art.

Cependant, la dimension politique du film semble tue, alors qu'elle est pour moi évidente, quoique au niveau subliminal de la conscience.

Au sens du droit civil, la nue propriété est l'une des fractions de la pleine propriété démembrée. Celle qui ne permet pas la jouissance de la chose. Au sens politique, ce même démembrement est bien présent, mais c'est celui de la Belgique qui est en jeu, et l'une des raisons est sous nos yeux.

L'action se situe en Belgique, et plus précisément en Wallonie. Une mère divorcée (Isabelle Huppert) élève seule ses deux fils (Jérémie Renier, 26 ans et Yannick Renier, 32 ans), dont aucun n'a d'autonomie ni économique ni psychologique. Ces jeunes adultes infantilisés par eux-

mêmes sont dépendants de leur mère qui les héberge et de leur père qui leur donne de l'argent à toute requête, sans exclure évidemment une assistance non dite des pouvoirs publics, que leur manifeste aversion à travailler invite à présumer.

Une très vive tension est créée par l'hypothèse que la mère mettrait en vente la maison familiale, décision qui bouleverserait l'univers des fils, les plaçant en face des responsabilités de leur âge et qu'ils refusent d'assumer.

La mère a comme amant un voisin (Kris Cuppens), qui est flamand et qui de toute évidence voit la vie sous une approche plus industrielle et plus rationnelle. La mère tente de créer une relation sereine entre ses fils et son probable futur compagnon par une rencontre qui échoue lamentablement car le Flamand, tenant un langage non pas moralisateur ou autoritaire, mais sensé et responsabilisateur, est perçu comme une menace par les fils, et donc il déplaît profondément et aiguise la crise qu'il se proposait d'apaiser.

Il est remarquable que cet homme dise à sa maîtresse non point qu'il rompt la relation, mais que c'est à elle - et non à lui - de résoudre les problèmes de ses fils-fardeaux.

Nous touchons ici à la dimension politique, qui est patente sans être le thème inspirateur (1) du film : les Wallons sont accoutumés à un système d'oisiveté et d'assistanat où ils se complaisent, les Flamands en sont lassés et parmi leurs revendications de détricotage de l'État belge fédéral, au centre du débat institutionnel qui s'ouvrira immédiatement après les élections législatives du 10 juin 2007, il y a la régionalisation de la sécurité sociale.

La régionalisation signifie la rupture de la solidarité nationale, au motif (au prétexte) que la *solidarité compassionnelle* ne peut exister sans la *solidarité d'ardeur*.

La tension constante et la dégénérescence de l'autorité qui règnent dans la famille wallonne sous les yeux du voisin flamand, qui en devient acteur, est celle qui domine le débat politique belge, où les opposi-

tions inter-régionales ont depuis longtemps supplanté les rivalités droite/gauche en voie d'archaïsation, pour ne plus citer les rivalités croyants/athées qui ont rejoint le musée de l'histoire politique.

Les fils parasites complaisants incarnent la Wallonie. Leur mère incarne l'impuissance du monde politique wallon à renverser le cours des choses, d'abord par le rétablissement de l'autorité légitime, dont elle a abdiqué. Leur père, dispensateur d'argent discret, incarne le système public d'assistanat dont le destin, sauf révision drastique, ne peut être que la faillite. L'amant flamand, qui indique la voie mais ne casse pas (sa liaison avec son amie wallonne, soit la survivance de la *bundestreue* du Royaume fédéral de Belgique) incarne la Flandre, patiente mais désormais excédée.

Qui détient aujourd'hui la *nue propriété* de la Belgique ? En droit romain, un droit sans *usus* et sans *fructus* ? Qui détiendra demain l'*usufruit* ? Quelles sont les *limes* de la cohésion d'une Nation ? Ne touchons-nous pas le cœur du débat institutionnel qui vient ? « *Les êtres, donc les peuples, sont comme la matière, ils ont des limites* » écrivait Charles de Gaulle.

Peut-être cette interprétation m'est-elle très personnelle, mais j'invite amicalement celles et ceux qui iront voir ce film, par ailleurs remarquable, à y réfléchir.

Henry BARVAUX

(1) Les cinéphiles prendront connaissance de la vision du réalisateur par ses interviews sur les sites <http://www.cinefemme.be/cms/interview.php?ivw=37> <http://www.cinergie.be/entrevue.php?action=display&id=584>

royaliste 

SOMMAIRE : p.2 : Un film politique subliminal - p.3 : Lettre d'amour aux éléphants - p.4 : Précaires - L'érosion sociale - p.5 : L'Iran, Bush et l'élection française - p.6/7 : Vers le fascisme ? - p.8 : Zéro de conduite - Royauté - p.9 : Droitisation des intellectuels - p.10 : Vampires - Au-delà du Soleil - p.11 : Action royaliste - p. 12 : Editorial : Nous récusons Bayrou.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.99.20
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0509 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (47 €) ☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

Lettre d'amour aux éléphants

J'aime les éléphants, leur force tranquille, leur grâce formidable quand ils trottent dans la savane africaine, leur amabilité lorsqu'ils acceptent, à la demande du frêle cornac, de se saisir d'un tronc d'arbre ou de promener le fier Maharadjah.

La raison monarchiste m'est venue par l'amour des éléphants, car *Le Roi Babar* fut mon premier traité de science politique. Courage de l'éléphant – ô le jeune roi-soldat combattant les rhinocéros fascistes ! Sagesse de l'éléphant – ô vieux Cornélius ! Tendresse de l'éléphante – ô l'admirable Céleste ! Douceur de l'éléphantine famille, accueillante à la Différence – sinon point de Zéphyr – soucieuse du bien-être du peuple : Babar, premier architecte du royaume, que Roland Castro eut aimé servir...

Ce point établi, on comprendra que je ne puisse tolérer qu'on désigne comme *éléphants* le troupeau des hiérarques, archontes, caciques, primipiles et autres bikbachis qui forme ce qu'il est convenu d'appeler la direction socialiste. Ayant observé de près ces animaux politiques depuis un quart de siècle, je les compare à des crocodiles planqués dans les eaux sales, meurtriers rampants, aussi cruels que lâches – infiniment voraces.

À la suite de sa désignation triomphale, Ségolène Royal avait cru que la gent reptilienne était neutralisée, dispersée, vouée à l'extinction rapide. Elle s'est trompée. Elle a perdu. Les crocodiles sont revenus le 22 février, vieillissés avant l'âge, avec leur passé en

forme de passif, leurs reniements, leurs trahisons. Dominique Strauss-Kahn, toujours prêt à toutes les compromissions avec les ultralibéraux. Laurent Fabius, qui a abandonné les combattants du Non en rase campagne. Et même Lionel Jospin, taureau trotskyste mué en apparatchik mitterrandien, qui abjura le socialisme pour conduire sous la bannière *moderne* le peuple socialiste à la défaite – et l'y abandonner.

Dans la famille Crocodile, il ne manque que Michel Rocard. Qu'ils rappellent Michel Rocard, le « *barreur de petit temps* », pour qu'il leur communique son expérience de naufrageur-naufagé en eaux calmes.

François Hollande peut clamer à tous vents que la famille socialiste est tout entière rassemblée pour soutenir la candidate en difficulté passagère. Billevesées ! Le compagnon, qui était « *le problème* » de Ségolène Royal selon le mot d'Arnaud Montebourg, est redevenu maître de la manœuvre. Non par la force ou la ruse, mais parce que sa compagnie a créé les conditions de son échec face à l'appareil du parti.

Ségolène Royal a perdu la bataille d'appareil parce qu'elle a perdu en deux mois la bataille politique qui semblait si magistralement engagée. Elle a perdu cette ba-

taille politique parce qu'elle s'est nourrie d'illusions qu'elle a fait partager à son public.

Elle a cru que la courbe flatteuse des sondages, toujours fallacieux à plusieurs mois d'une échéance électorale, mesurerait une croissante popularité. Elle est depuis plusieurs semaines victime de sondages non moins trompeurs, qu'elle a la faiblesse de prendre au sérieux, comme l'ensemble de la classe politico-médiatique.

Elle a cru qu'elle ferait prévaloir sa propre ligne politique, au nom de la « *démocratie participative* », sur celle adoptée par le Parti socialiste. Mais *Désirs d'avenir* n'a pas produit le livre attendu et aucune idée salvatrice n'a pu être retenue pendant la « *phase d'écoute* ». Le ségolénisme n'a été qu'un bricolage de vieilles recettes assorti d'une nouvelle langue de bois : « *pacte d'honneur* », « *morale de l'action* », « *contrat citoyen* » etc. Ni le discours programmatique de Villepinte, ni les promesses faites sur TF1 à un invraisemblable *panel* le 19 février, ne pouvaient entraîner l'ensemble du Parti socialiste. Déclarations contradictoires, improvisations de la candidate, ligne floue – désarroi.

Elle a cru que l'organisation ségoléniste s'imposerait à l'appareil socialiste. C'était

possible si la candidate avait présenté un projet politique de grande envergure et si les directeurs de sa campagne avaient pu éviter les désordres internes et les affrontements trop voyants : la démission spectaculaire d'Eric Besson, dévoilant la peu ragoûtante cuisine *participative*, a mis un terme aux prétentions de l'entourage baroque de la candidate.

Ségolène Royal a donc reconnu qu'il fallait passer de l'*autogestion* à la *hiérarchie*. C'est trop dire ! L'autogestion n'était qu'une égogestion : 203 fois « *je* » dans son discours de Villepinte, une seule mention à « *notre parti* ». Quant à la hiérarchie, elle se présente pour le moment sous l'aspect d'une dyarchie (Ségolène Royal et François Hollande) structurant la rivalité entre les deux personnages qui, de surcroît, pataugent dans le marigot où ils ont invité les crocodiles précités.

D'où une situation dont on pourrait tirer une passionnante pièce de théâtre : tous les crocodiles haïssent Ségolène Royal, qui les a battus (D. Strauss-Kahn, Laurent Fabius) ou qui leur a chipé la place de première femme du P.S. (Martine Aubry) ; chaque crocodile hait son voisin, la charge maximale de haine mutuelle étant cumulée par Laurent Fabius et Lionel Jospin.

Pour que ces éternels rivaux ne se paralysent pas les uns les autres, pour qu'ils ne neutralisent pas la candidate par des manœuvres torves, il faudrait que François Hollande puisse arbitrer. Or il a, lui aussi, ses comptes à régler avec une candidate qui continue à n'en faire qu'à sa tête comme elle l'a montré en réclamant, sans tenir compte des orientations de son parti, un moratoire sur le réacteur de troisième génération (EPR).

Blandine fut jetée aux lions. Ségolène s'offre aux crocodiles avec une inconscience qui laisse pantois.

Sylvie FERNOY

Précaires

En septembre 2005, de jeunes travailleurs s'étaient mobilisés pour dénoncer le scandale des stages qui permettent d'employer à bas prix ou gratuitement une main d'œuvre parfaitement flexible et privée de droits. Leurs manifestations en faveur d'un statut des stagiaires avaient fini par attirer l'attention du gouvernement. Une charte avait été signée par les partenaires sociaux en avril 2006, puis un décret était pris le 31 août.

Mais la charte était, comme toutes les autres, une déclaration de bonnes intentions et le décret n'avait pas de caractère contraignant. Conclusion : le gouvernement a cherché comme toujours à gagner du temps, dans l'espoir que les protestataires, abusés ou lassés, s'en retourneraient à leurs dures occupations sans plus déranger les gens importants.

Ce genre de calcul est presque toujours faux. Le mouvement *Génération précaire* est resté mobilisé et continue de dénoncer le « parasitage de l'emploi » par l'inflation galopante des stages en entreprise. Il souligne par ailleurs que le Premier ministre n'a pas fixé par décret une indemnité minimale pour certains stages - alors qu'il en avait fait la promesse - et que les stagiaires sont toujours privés des droits ordinairement reconnus aux travailleurs.

Génération précaire note avec satisfaction que, le 23 février, le tribunal de grande instance de Paris a condamné un entrepreneur pour emploi dissimulé à six mois de prison avec sursis et fixé des indemnités pour les stagiaires plaignants. Mais la solution de fond, politique, continue de se faire attendre.

Annette DELRANCK

L'érosion sociale

Alors que s'achèvent douze années de présidence chiraquienne, un premier bilan s'impose. Du point de vue social, c'est une catastrophe ; du moins si l'on se place du côté des salariés, car le patronat peut d'ores et déjà ériger à Jacques Chirac une statue au siège du Medef.

L'esbroufe. C'est le mot qui caractérise le mieux la politique sociale des douze années de la présidence de Jacques Chirac.

C'est, en effet, le même homme qui inaugura son règne en affichant sa volonté de réduire la fracture sociale, qui le termine par une violente critique du libéralisme économique, mais qui s'appliqua à casser le contrat social... Jean-Pierre Raffarin, son Premier ministre de mai 2002 à juin 2005 a successivement allégé les procédures relatives aux licenciements économiques, assoupli les règles relatives à la durée du travail, inversé la hiérarchie des sources de droit, brisé les accords majoritaires, réécrit entièrement le Code du travail, prétendument à droits constants, mais dans les faits, c'est un code du travail au rabais qui devrait désormais s'appliquer.

Avec le Contrat nouvelles embauches (CNE), adopté par

ordonnance, son successeur, Dominique de Villepin, a créé la période d'essai de deux ans au cours de laquelle le salarié peut être licencié sans procédure préalable et sans que l'employeur n'ait à justifier son acte par un motif. Il a, toujours par ordonnance, exclu du décompte des effectifs d'une entreprise les jeunes de moins de 26 ans (une mesure que le Conseil d'État vient de suspendre). Il a autorisé le travail des mineurs le dimanche, les jours fériés et la nuit. Il a élargi le chèque emploi qui permet aux entreprises jusqu'à cinq salariés de s'exonérer de la rédaction du contrat de travail et du bulletin de salaire.

Les mêmes Villepin, Raffarin, Fillon, Bertrand ont poursuivi la politique d'exemption de cotisations sociales des entreprises, qui a prouvé son inefficacité, favorisé les revenus de substitution comme la prime pour l'emploi, pour maintenir le pouvoir d'achat des salariés, faute de contraindre les entre-

prises et les branches professionnelles à mettre en place une véritable politique salariale. Ajoutons à tout cela, la réforme des retraites, de l'assurance maladie, et du dialogue social, la suppression d'une journée de congé payé pour payer la dépendance des personnes âgées et handicapées ! Le bilan du point de vue social est donc totalement déséquilibré au détriment des salariés, pour le plus grand bonheur du patronat. Son successeur n'aura qu'à suivre la route tracée.

Ce sera d'autant plus facile que Dominique de Villepin aura mis à profit la fin du quinquennat pour miner le syndicalisme, lavant ainsi l'affront fait à sa politique par les organisations de salariés et d'étudiants qui l'avait contraint à retirer son projet de Contrat première embauche (CPE).

Depuis, il n'a eu de cesse de briser l'unité syndicale. Il a procédé en trois étapes : deux rapports et une saisine du Conseil économique et social : tous ont proposé de revoir les règles de représentativité syndicale et de la fonder sur l'élection. Si cette réforme est adoptée - et il y a de grands risques qu'elle le soit, les deux principaux candidats l'ayant inscrite dans leur programme - elle transformera le syndicalisme en machine électorale : la défense des salariés passant ainsi au second plan, le gouvernement et le patronat auront les coudées franches pour faire passer toutes les régressions sociales.

Nicolas PALUMBO

PROMOTION

Aimé Richardt

Louis XV, le mal-aimé
Préface du prince Jean de France

Prix spécial pour les lecteurs de *Royaliste* :
20 € franco de port

L'Iran, Bush et l'élection française

Bush attendrait l'élection d'un nouveau président en France avant de prendre sa décision définitive face aux capacités nucléaires iraniennes.

Cette hypothèse peut paraître hasardeuse. Le monde ne tourne pas autour de ce qui se passe dans l'hexagone. Le Congrès américain est un facteur bien plus décisif qu'aucun allié. Mais examinons néanmoins les reins et les cœurs.

Commençons d'abord par relever que l'hypothèse est au cœur de la résolution du président sortant de retarder le plus possible l'annonce de sa retraite. Chirac aura envisagé jusqu'à la dernière minute la possibilité de survenance d'une grave crise internationale avec Téhéran qui aurait changé la donne intérieure. Il aura multiplié les signaux depuis le début de l'année, montrant qu'il se tenait prêt à se jeter dans la bataille comme médiateur. Pour se donner l'élégance de détourner l'offensive américaine annoncée, il tablait bien entendu sur son arrivée possible. On n'ose penser qu'il la souhaitait en son for intérieur. Le récent vrai-faux entretien à plusieurs journaux américains révélait non seulement le fonds de son raisonnement mais son acharnement à le faire connaître, en feignant la maladresse.

Le calendrier onusien était même de son côté, puisque la résolution 1737 du 23 décembre 2006 donnait soixante jours à l'Iran pour s'amender sous peine de sanctions accrues, ce qui nous menait à la fin février 2007. Le débat va donc reprendre et la tension remonter.

Or dans cette affaire, la Maison Blanche fait semblant de ne pas s'émouvoir. Chirac, connais plus. L'Iran, après avoir soufflé le chaud, on souffle le froid. Bush va et vient au gré de ses dénégations en conférences de presse successives. On ne monte pas en épingle la question des sanctions internationales. Bref, on temporise. Pourquoi ?

Il y a bien des facteurs. Il faut d'abord prendre le temps de développer la nouvelle stratégie en Irak. Il faut discuter avec la Russie et la Chine. Il faut enfin et surtout laisser le nouveau Congrès démocrate jeter sa gourme sur l'Irak, ce qu'il vient de faire dans un vote symbolique. L'essentiel n'est pas là mais dans le vote du budget de la Défense, l'année budgétaire américaine commençant le 1^{er} mai.

Le président Bush ne redoute pas le Congrès qui en tout état de cause votera le budget, avec un maximum de protestations mais il ne peut y échapper. Car le Congrès sera soumis à réélection en 2008, le président non. Bush ne se préoccupe donc plus du Congrès de 2008, qui n'est plus son problème, mais de sa propre sortie ou plutôt de son entrée dans l'Histoire - qu'il espère comme Truman, en dépit de la guerre de Corée, et non comme Johnson ou Nixon, à cause de la guerre du Viêt-Nam. Pour lui, la question est de savoir si la décision de détruire ou non les installations nucléaires iraniennes doit être laissée aux aléas de la campagne des candidats à sa succession (comme ce fut

le cas en 1964 pour les installations chinoises émergentes en pleine guerre du Viêt-Nam, thème de campagne du candidat républicain Goldwater, sénateur de l'Arizona comme le futur candidat John McCain) ou s'il doit régler ce problème avant, pour l'Histoire. Doit-il laisser le travail inachevé, comme il l'a tant reproché à son père, George Bush Senior, pour ce qui concerne Saddam Hussein ?

L'attitude de l'Europe peut alors se révéler plus décisive que celle du Congrès. Le simple fait pour Bush de savoir pouvoir compter à partir du 7 mai sur la non-opposition sinon la collaboration de la France peut suffire à faire pencher la balance. Merkel, Blair et même Prodi ne feront pas de difficultés.

L'hypothèse éclairerait alors d'un jour nouveau la fameuse visite du candidat Sarkozy à Washington. Le message imaginé de Sarkozy était alors : *ne précipitez rien ; ne fournissez aucun prétexte à Chirac de se maintenir ; lui écarté, tout redevient possible ; il est le seul obstacle à la démocratisation du Moyen-Orient que vous voulez et que je veux aussi.*

Le calendrier de l'élection présidentielle française coïncide avec celui de l'ONU et surtout celui de l'année budgétaire américaine. Entre mai 2007 et le début 2008, début des primaires américaines, échéance à laquelle la question aura dû être réglée, la Maison Blanche a un bon semestre pour agir. Avec ou sans la France.

Yves LA MARCK

BRÈVES

♦ **SUÈDE** - Le petit - mais très bruyant - Parti Républicain mène campagne pour que soit supprimée l'effigie du roi Carl XVI Gustav de la pièce de monnaie de 1 couronne et qu'elle soit remplacée par celle de la romancière Astrid Lindgren. Le député républicain Hillevi Larsson a déclaré que la représentation du Roi et de quelques-uns de ses ancêtres sur les pièces de monnaie et les billets était « un souvenir blessant des temps où la Suède était une dictature » et a établi un parallèle avec le Népal qui après la mise à l'écart du roi a décidé de supprimer sa représentation sur la monnaie. Le Parti Républicain a néanmoins peu de chances d'être entendu si l'on se réfère à l'immense popularité du roi que l'on avait pu mesurer l'année dernière au moment des cérémonies marquant son 60^e anniversaire.

♦ **JAPON** - Makoto Watanabe, grand chambellan de l'empereur Akihito, est intervenu publiquement pour condamner un journaliste australien, Ben Hills, auteur d'une biographie de la princesse Masako intitulée *Princesse Masako, prisonnière du Trône du Chrysanthème*. Les autorités japonaises ont réclamé des excuses et des corrections car l'ouvrage contiendrait « des affirmations dénuées de fondement » et « insultantes à l'égard du peuple japonais et de la famille impériale ». La grande maison d'édition japonaise Kodansha qui devait publier la traduction du livre a renoncé à le faire. La princesse Masako, femme du prince héritier Naruhito, avait été victime d'une grave dépression nerveuse il y a trois ans et se remet lentement de ses suites.

♦ **MAROC** - Le roi Mohammed VI, en sa qualité de président du Comité Al-Qods, a adressé des messages au président de la Commission européenne, M. José Manuel Barroso, au président du Parlement européen, M. Hans-Gert Poettering, et au Haut représentant de l'Union européenne pour la politique extérieure, M. Javier Solana, pour leur demander d'entreprendre des démarches auprès des autorités israéliennes pour la cessation immédiate des fouilles controversées et illégales effectuées dans le périmètre de la mosquée Al Aqsa à Jérusalem. « En disant de nouveau toute mon inquiétude face aux lourdes conséquences que peuvent avoir ces agissements provocateurs, je réaffirme l'impérieuse nécessité pour la communauté internationale de se mobiliser pour prévenir tout ce qui est de nature à provoquer la violence et la confrontation et à nourrir les frustrations et le désespoir » a déclaré le roi.

♦ **NORVÈGE** - C'est par 21 coups de canon tirés de l'ancienne forteresse d'Akershus, relayés par les cloches de toutes les églises d'Oslo qu'ont débuté les festivités marquant le 70^e anniversaire du populaire roi Harald V, monté sur le trône en 1991. Les cours d'Europe avaient tenu à être présentes et l'on notait la venue du roi Juan Carlos et de la reine Sophie, du roi Carl XVI Gustaf et de la reine Silvia, du roi des Belges Albert II et de la reine Paola, ainsi que celles du prince Albert de Monaco, du prince Edward d'Angleterre, des princes héritiers Frederik du Danemark et Victoria de Suède.

Vers le fascisme ?

La France est-elle menacée par un fascisme de type nouveau ? Il ne s'agit pas de dramatiser la campagne présidentielle en pointant une fois de plus la menace lepéniste. La question posée porte sur l'issue de la crise générale dans laquelle nous plonge l'aveuglement des oligarques. On pense d'ordinaire aux solutions que pourraient offrir un socialisme démocratique ayant rompu avec l'idéologie et la classe dominantes. Mais il ne faut pas négliger l'hypothèse d'une révolution nationaliste et autoritaire qui, heureusement, n'a pas (pas encore ?) trouvé son guide.

Vertu politique éminente, la prudence commande d'envisager le plus grand nombre possible d'hypothèses - à commencer par les pires. Beaucoup a été dit sur la situation à tous égards critique de notre pays (1), très peu sur les conditions qui permettraient de trouver une issue à une confrontation politique et sociale qui ne cesse de se durcir et de s'amplifier depuis une quinzaine d'années.

J'ai dit, sans que cela puisse être pris pour un souhait, qu'un grand nombre d'électeurs envisageaient de voter en avril pour Jean-Marie Le Pen, par pure provocation. Une telle réaction rend très aléatoire le combat entre les fractions de l'oligarchie - sans que celle-ci s'en trouve globalement déstabilisée. La victoire complète d'un clan - sarkozyste ou ségolénien - ou une nouvelle cohabitation après les élections législatives, ne feraient que retarder le déclenchement d'un nouveau mouvement de révolte, plus radical que les précédents.

Nous pouvons donc envisager une montée rapide de la violence, avec une inquiétude qui ne dispense pas d'examiner froidement les choses. La menace peut prendre diverses formes :

Une guerre civile aux allures ethnoculturelles me paraît aujourd'hui

improbable. Cette éventualité devait être envisagée entre 1985 et 2000 lorsque le discours xénophobe de Jean-Marie Le Pen avait atteint son intensité maximale et lorsque le *Front national* montait en puissance.

Cependant, dès le milieu des années 1990, on vit que Jean-Marie Le Pen n'était ni un fasciste ni un nazi (2), mais le chef d'une droite autoritaire qui ne sortirait pas de la voie électorale. Ensuite, la scission entre lepénistes et mégrétistes transforma le *Front national* en une petite affaire familiale qui organisa une campagne minimaliste en 2002. L'éphémère triomphe du 21 avril prouva que Jean-Marie Le Pen n'était ni Milosevic ni Tudjman, mais l'héritier inattendu de la fonction tribunitienne naguère dévolue au chef du Parti communiste.

Cette année encore, Jean-Marie Le Pen est utilisé comme porte-parole d'une révolte politique qu'il ne peut ni ne veut transformer en affrontement interethnique (ses affiches de campagne le prouvent) et comme boutoir d'un mouvement de protestation sociale qu'il récuse fondamentalement puisqu'il a toujours été du côté des briseurs de grève. Même si le chef de la droite nationaliste parvenait à déstabiliser complètement le jeu

politique, il ne pourrait en aucun cas constituer un recours car il n'a pas le moindre projet - pas même celui d'une libération des pulsions meurtrières.

Sommes-nous pour autant à l'abri de la violence ? Non. D'abord parce que toutes les catégories d'employés licenciés, des ouvriers aux cadres supérieurs, peuvent à tout moment s'engager dans des actions désespérées. La forme actuelle du désespoir, c'est le suicide sur le lieu de travail. Il y a eu, il y aura des actions collectives de destruction de l'outil de travail - ou pire.

Nous devons aussi envisager l'hypothèse d'un conflit social de grande ampleur marqué d'affrontements plus ou moins violents, avec comme issue l'arrivée aux affaires d'une nouvelle génération porteuse d'un projet révolutionnaire démocratique de type gaulliste ou (et) socialiste, en référence aux mouvements de 1789, de 1944, de 1958. Mais n'oublions pas que la première révolution gaullienne s'accomplit avec la prise du pouvoir par insurrection militaire, en pleine Seconde Guerre mondiale, et que la révolution de 1958 se déroule pendant la guerre d'Algérie...

L'hypothèse d'une révolution politique pacifique conclue par un nouveau compromis social favorable aux salariés est celle qu'il faut tenter de réaliser - ce qui suppose que quelqu'un soit en mesure de rassembler le *parti des politiques* qui s'était reconstitué voici cinq ans, d'une manière éphémère, dans le Pôle républicain. Nous espérons ce fédérateur.

L'impossibilité, pour le moment, de réunir le *parti patriote révolutionnaire* qui s'est brièvement retrouvé dans les campagnes contre le *traité constitutionnel* et contre le CPE me conduit à examiner une autre sortie de crise qui pourrait prendre la forme d'un nouveau fascisme.

Pour étayer cette hypothèse, je prends appui sur une conférence donnée par l'historien Robert O. Paxton le 13 juin 1994 à la Sorbonne sur le thème *Les fascismes : essai d'histoire comparée* (3). Dans ce texte trop rarement commenté (4), le grand historien américain écrit que « *Le fascisme est un système d'autorité et d'encadrement qui, dans la représentation qu'il fait de lui-même, promet de renforcer l'unité, l'énergie et la pureté d'une communauté moderne, c'est-à-dire déjà consciente d'elle-même en face d'autres communautés et déjà capable d'exprimer une opinion publique* ».

Cette définition permet de laisser de côté les apparences prises par les mouvements fascistes du XX^e siècle (gestuelle, uniformes, cérémonies martiales) et plus largement de l'arracher à une représentation fixe (celle de l'époque de Mussolini et d'Hitler) dont on guette depuis des décennies les répliques en se faisant peur avec les défilés des nazillons allemands et les banquets d'anciens SS.

Rappelant la phrase de Marc Bloch (*L'histoire est une science toute de mouvement*) Robert O. Paxton démontre que le fascisme est un phénomène moderne (il fut même moderniste par bien des aspects) qui est en mesure de se moderniser et de prendre, dans chaque pays, une forme particulière. Déjà George Orwell écrivait en 1936 qu'un fascisme anglais rassemblerait des gentlemen portant chapeau melon et peut-être un parapluie bien roulé. Aujourd'hui, note Robert O. Paxton, « *un fascisme authentique aux États-Unis serait pieux et anti-Noirs ; en Europe occidentale, laïque et antisémite, voire antimusulman ; et en Europe de l'Est cléricale et slavophile* ».

En France, on relève plusieurs de ces ingrédients : il y a un antisémitisme latent sous forme d'antisionisme surtout chez certains jacobins de gauche ; on entend le discours antimusulman et anti-décadentiste d'un Philippe de Villiers, que nous avons regardé dans les années 1990 comme l'agent d'un fascisme possible mais qui ne parvient pas à remplir les conditions requises : ce n'est pas un tribun populaire, comme Jacques Doriot ou Jean-Marie Le Pen ; il n'est pas assez laïc et il reste surtout trop dépendant de l'aile droite de l'oligarchie qui lui fait jouer, en compagnie d'un Brasillach d'opérette, la fonction de ramasse-miettes avant le second tour.

Pour prendre forme et puissance, le fascisme a besoin d'un chef qui incarne *l'énergie nationale*. Heureusement, ce chef n'existe pas et personne ne songe à exploiter une version vulgarisée de Heidegger, authentique philosophe nazi (5), sur fond de musique pulsionnelle...



■ Une des affiches de Jean-Marie Le Pen pour l'actuelle élection présidentielle.

Le fascisme n'est pas pour nous une menace immédiate mais il faut demeurer attentif aux différents éléments qui entrent dans sa composition :

- le désir d'*autorité*, méthodiquement excité par Nicolas Sarkozy, grandit à mesure que l'oligarchie s'amollit dans le confort de la *gouvernance* quotidienne ;

- la demande d'*encadrement* vaguement exploitée par divers candidats (encadrement militaire des jeunes délinquants voulu par Ségolène Royal ; thématique de la défense des valeurs) pourrait bénéficier à celui qui romprait avec le bouleversement des mœurs que la classe dirigeante légalise parce que ces réformes-là donnent une réputation moderniste pour un coût financier dérisoire ;

- le discours sur le déclin français, très prisé dans les cercles ultra-libéraux, pourrait être repris par un tribun, qui l'associerait à de mâles propos sur l'énergie collective et les impuretés étrangères qui la paralysent.

Il faut aussi reconnaître que le projet d'une protection économique, d'une réaffirmation de la souveraineté monétaire et d'une nationalisation des secteurs-clés peut être raisonnablement mis en œuvre dans une politique néo-keynésienne et gaullienne mais aussi être poussé à d'absurdes extrémités par un mouvement national-collectiviste.

Ce risque doit inciter à hâter la résolution politique de la crise, non à se résigner au système oligarchique : c'est l'ultra-libéralisme qui stimule le désir de se reliair à n'importe qui proposant n'importe quoi *pour sortir de la crise, pour*

retrouver le sens de la vie et des valeurs, pour échapper à l'humiliation personnelle et au sentiment de perte de l'identité nationale qui a été exacerbé par les déclarations sur le dépassement de la nation dans un fédéralisme européen.

Le fascisme prétend combler tous les manques et c'est pour cela qu'il peut à nouveau séduire et mobiliser de vastes foules à droite et à gauche, des écologistes en quête de pureté, des intellectuels fascinés, comme en d'autres époques, par l'expression brutale d'une volonté de puissance...

Le péril est lointain. Mais si la menace d'un fascisme français prenait corps, ceux qui, comme nous, invoqueraient la raison politique contre le pulsionnel, la nation historique contre le nationalisme, la légitimité démocratique du pouvoir contre l'autoritarisme ou une nouvelle variante du totalitarisme auraient peu de chances d'être écoutés.

Bertrand RENOUVIN

(1) cf. mes entretiens avec Emmanuel Todd (*La Revue* n° 4) et avec Marcel Gauchet (*La Revue* n° 5).

(2) cf. Bertrand Renouvin - « Une Tragédie française, *Le Front national contre la nation* », Ramsay, 1997.

(3) XVI^e Conférence Marc Bloch organisée par l'École des hautes études en sciences sociales. De larges extraits du texte de Robert O. Paxton ont été reproduits dans *Le Monde* du 17 juin 1994, page 2.

(4) Sauf par Luc de Goustine : cf. son « *Coup de gueule contre un valet de pique* », Ramsay, 1995.

(5) cf. Emmanuel Faye - « *Heidegger, l'introduction du nazisme dans la philosophie* », Albin Michel, 2005, prix franco : 30 €.

Royauté

Le 15 février, sous l'égide de la Fondation du Lys, se tenait à l'Assemblée nationale un « Premier forum sur les institutions ».

Thème de cette journée d'étude : « *Après la V^e, VI^e République ou monarchie ?* », avec le matin un premier débat sur les sens et contresens des concepts de République et de Monarchie, et un second, l'après-midi, sur les mythes et les fantasmes qui enjolivent ou obscurcissent les traditions royale et républicaine.

Parmi les intervenants, Philippe Lauvaux, professeur de droit à Bruxelles et à Paris, Charles Hargrove, ancien correspondant du *Times* à Paris, le professeur Frédéric Rouvillois (université René Descartes), le sénateur Bernard Seillier, Chantal Delsol, professeur de philosophie politique, Fabrice Hadjadj, professeur agrégé de philosophie, François Huguenin, diplômé de Sciences politiques et essayiste...

Dans son intervention, Gérard Leclerc opéra une remise en perspective de la Constitution de la V^e République en s'appuyant sur une réflexion du général de Gaulle et sur une analyse de François Furet montrant que la V^e République avait résolu la contradiction, née pendant la Révolution française, entre la monarchie et le parlementarisme.

Après avoir évoqué l'histoire de la représentation nationale, puis les impasses d'un régime parlementaire dévoyé sous les III^e et IV^e Républiques, Gérard Leclerc montra comment le général de Gaulle avait institué la monarchie dans la République – fondant une monarchie républicaine que les divers partisans de la VI^e République rêvent de détruire.

Jacques BLANGY

Zéro de conduite

Créateur du *Perroquet libéré*⁽¹⁾, François Devoucoux du Buysson a commis un petit ouvrage qui décerne un Zéro de conduite à Bertrand Delanoë⁽²⁾.

« **C**e n'est qu'en leur faisant vivre l'enfer que nous obtenons un jour des automobilistes qu'ils renoncent à leur bagnole ». C'est cette citation d'Yves Contassot, adjoint vert à l'environnement, que François Devoucoux du Buysson a choisie pour l'introduction à son livre *Delanoë, zéro de conduite*. D'emblée, le lecteur comprend qu'il s'agit d'un dossier à charge... à lire dans les embouteillages. On regrettera pourtant qu'il oscille, sans vraiment choisir, entre le dossier et le pamphlet. Quant aux courtes citations, extraites de son site le *Perroquet libéré*, si elles impriment un rythme, elles n'apportent pas toujours grand-chose, quand elles ne tombent pas dans l'outrance : le côté néronien du *Caligula rose* desservent les propos plus qu'ils ne le servent.

Cela posé, les 180 pages du *Zéro de conduite* remettent quelques idées en place face aux bien pensants de l'anti-bagnole. La vélorussion de Monsieur le maire et de ses alliés verts a un coût : 100 000 € par km de piste cyclable. Or, le vélo ne peut être le mode de transport que d'une minorité de privilégiés qui ont la chance d'habiter près de leur lieu de travail, dans Paris intra-muros. Citant Sophie Coignard (3), l'auteur souligne que les élus ne montrent pas l'exemple : ce n'est pas seulement parce que Denis Baupin (4) se rendrait tous les matins à l'Hôtel de Ville grâce à une voiture de la mairie que la consommation de carburant des véhicules municipaux a crû

de 8 % entre 2001 et 2004. Peut-être, dans un souci d'égalité, se trouvent-ils eux aussi coincés dans les embouteillages ? « La politique des transports menée depuis 2001 a eu pour effet d'augmenter les rejets polluants en obligeant les véhicules à rouler plus lentement », notamment des rejets d'oxyde d'azote qui favorisent l'irritation des voies respiratoires, en particulier chez les jeunes enfants. Le lancement d'une politique anti-voiture supposait que soit menée conjointement une politique des transports en commun. « Ils est frappant d'observer le décalage entre les enjeux - la circulation de millions de Franciliens dans le premier bassin d'emploi national, le développement d'une capitale qui est à la fois un carrefour économique et une zone touristique de premier plan - et les moyens adoptés qui se réduisent à une guerre picrocholine contre certains types de véhicules ». Dans ce conflit, les banlieusards font figures de victimes collatérales.

Très attaché à la communication, l'actuel maire de Paris pratique la concertation. Mais une concertation en trompe l'œil. À propos des couloirs de bus, Jean-Paul Huchon (5) déplora publiquement « une organisation insuffisamment préparée, sans concertation ». La première réunion de concertation sur ces couloirs n'est intervenue que deux mois après le vote autorisant leur création. Quant à l'enquête sur les transports en commun lancée à grands sons de trompes, voici ce qu'en

pense l'auteur : « Tant pis pour les escroqueries méthodologiques. 87 % des personnes ayant répondu étaient des Parisiens, alors qu'une bonne part de la population qui se déplace à Paris est constituée de banlieusards... 12 % des personnes consultées ont déclaré se déplacer à vélo, alors que les déplacements à bicyclette ne représentent guère plus de 1 % ».

La fin de l'ouvrage est sans doute la moins polémique et la plus intéressante de ce *Zéro de conduite*. « Le Grand Paris n'est pas une fin en soi, mais le moyen d'une meilleure administration à un échelon pertinent pour traiter les déséquilibres existants. Les problèmes doivent être traités à l'échelle où ils se posent : en incluant la banlieue... Bertrand Delanoë a privilégié la voie d'une timide coopération bilatérale entre Paris et une dizaine de communes voisines, plutôt qu'un projet ambitieux d'intégration à une plus grande échelle... Mais peut-on attendre la naissance d'un Grand Paris d'élus locaux dont la préservation de leurs intérêts les pousse à retarder l'échéance ? »

Alain SOLARI

☞ (1) *Le Perroquet libéré*, lettre sur l'actualité parisienne publiée sur internet :

<http://www.leperroquetlibere.com>

☞ (2) François Devoucoux du Buysson - « *Delanoë, zéro de conduite* », éd. Hugo-doc - prix franco : 14 €.

☞ (3) Sophie Coignard - « *Le marchand de sable* », éd. Albin Michel, 2006 (prix franco 19 €). Un autre livre consacré au maire de Paris et à sa politique (voir *Royaliste* n° 882).

(4) Adjoint au maire de Paris, chargé des transports.

(5) Président du conseil régional d'Île de France.

Droitisation des intellectuels

Plusieurs hebdomadaires posent la question et la réponse ne semble pas douteuse : « *Longtemps intellectuel de gauche fut un pléonasme ; c'est en train de devenir un oxymore.* » Jacques Julliard définit l'opinion commune, qui paraît confortée par quelques ralliements spectaculaires au candidat Nicolas Sarkozy. Mais l'actuelle campagne électorale est-elle vraiment révélatrice du partage des intellectuels et de leur repositionnement politique ? On peut être sensible à la remarque de François Cusset selon qui : « *Au fond, nous assistons à la première présidentielle de l'âge post-intellectuel.* ». Ce que semble confirmer Marcel Gauchet qui n'a plus aucune illusion sur l'autorité sociale des penseurs quels qu'ils soient. Néanmoins, la question étant posée, il n'est peut-être pas inutile de faire le point sur la géographie politique de nos intellectuels, ne serait-ce que pour évaluer la nature des clivages actuels et énoncer les problématiques qui peuvent – peu ou prou – éclairer nos choix civiques.

Sur la longue durée, celle qui se mesure en décennies, la mutation est évidente, elle est même tout à fait impressionnante. Avec le seul point de repère qu'est la mort de Jean-Paul Sartre, il est possible de mesurer le basculement de notre intelligentsia qui passe de Marx à Tocqueville, décrète que la Révolution française est terminée, prend parti pour une République du centre et finit même par abandonner l'idée d'un contre-modèle économique au libéralisme capitaliste. Il faudra un certain temps pour que les observateurs extérieurs s'aperçoivent du changement vertigineux qui s'est produit. Je me souviens d'avoir *chroniqué* ici même un essai de Tony Judt d'une virulence extrême à l'égard d'une pensée française dont le radicalisme révolutionnaire constituait le contre-modèle même de la démocratie à l'anglo-saxonne (1). Emmanuel Mounier lui-même était épinglé au titre de sa complaisance d'après-guerre pour le communisme dans des termes que Jean-Marie Domenach contestait en rétablissant la vérité des textes. Mais je me souviens surtout de la réaction de Pierre Rosanvallon sur le moment, désignant dans la charge de l'universitaire américain une erreur de perspective, un anachronisme caractérisé. Sartre était bel et bien mort, Raymond Aron avait été l'analyste lucide et méconnu dont il fallait reconnaître enfin la pleine stature et le nouvel horizon indépassable de notre temps s'appelait le libéralisme...

François Cusset – dans son livre récent que nous avons analysé (2) – ratifie ce diagnostic en le précisant et en l'approfondissant. Mais c'est pour mieux s'indigner d'un ralliement généralisé au conformisme régnant et dénoncer la trahison de nos intellectuels. Le tocquevillisme répudie toutes formes de pensées radicales – nos penseurs de la radicalité étant quasiment contraints de s'exiler outre-Atlantique. L'analyse marxisante, celle des rapports de classe et des

révoltes des dominés est refoulée au même titre que l'analyse deleuzienne de la société consumériste. Les intellectuels radicaux existent toujours mais ils peinent à s'exprimer en dépit de la vitalité des marges d'extrême gauche et de leurs poussées électorales.

On pourrait opposer à cette classification binaire (libéralisme-radicalité) les débats souvent virulents qui opposent républicains et démocrates, classiques et pédagogistes (dans le domaine scolaire), néo-réactionnaires et modernistes, néo-keynésiens et adeptes du marché et qui révèlent des champs spéculatifs infiniment plus complexes. Par ailleurs, comment faire droit dans les reclassements idéologiques à tout ce qui se réclame de la complexité, de l'inventivité et du renouvellement des modèles et des perspectives ? Si la *deuxième gauche* se démarquait déjà de la culture traditionnelle de la gauche, que dire d'une éventuelle troisième gauche qui trouvait hier sa tête chercheuse dans la fondation Saint Simon et trouve aujourd'hui ses marques dans la *République des idées* ? Pierre Rosanvallon, maître d'œuvre dans la continuité de cette mouvance, n'est-il pas

habilité à se réclamer de la société ouverte, où une Ségolène Royal cherche son bien, par delà toutes les peurs et les réflexes nostalgiques ? On n'a pas tout à fait oublié la polémique déclenchée par Daniel Lindenberg et qui a fini par convaincre un de ses plus virulents contradicteurs (Jacques-Alain Miller dont la rétractation est signalée au *Nouvel Observateur*).

Dans ces conditions, la sainte colère d'Emmanuel Todd apporte le trouble : « *Le vide intellectuel de cette campagne atteint des proportions ahurissantes.* » Comment ne pas lui donner raison eu égard aux échanges assez rudimentaires des candidats et aux limites rapidement atteintes de la démocratie participative sur plateaux télévisés ? Les ralliements d'intellectuels aux divers champions paraissent de moindre poids que ceux des stars *people*. Et lorsqu'ils s'avisent d'argumenter, on est

quelque peu ahuri de leur fragilité et de leur côté dandy. Mais plus victimes que coupables, ils ne font que rendre plus saisissante encore la logique de simplification médiatique qui hypertrophie l'image au détriment du contenu et illustre le simplisme des slogans. Les intellectuels font peine à voir dans cette foire d'empoigne où les coups volent bas et où la déstabilisation permanente de l'adversaire détermine une mécanique folle. L'incontestable droitisation du parti intellectuel joue incontestablement en faveur de Nicolas Sarkozy mais ses effets sont marginaux. Sans regretter les clivages d'antan et sans épiloguer sur les dramatiques erreurs d'un Sartre et de ses épigones, il est permis de s'interroger sur un autre type d'intervention des intellectuels dans le débat public. Il y a trop de questions ouvertes pour le devenir de notre pays sur les terrains culturel, social, économique, institutionnel, moral, et qui requièrent des uns et des autres un travail incessant d'élucidation, pour ne pas regretter qu'on ne fasse pas un meilleur usage des compétences et des capacités. Doit-on se résigner qu'à la gauchisation sectaire d'hier succède pour longtemps une droitisation frivole ? Messieurs les intellectuels, il est encore temps de vous ressaisir.

par Gérard Leclerc



(1) Voir dans *Royaliste* n°591 la chronique « *Le moment stalinien des intellectuels français* » sur le livre de Tony Judt, *Un passé imparfait, les intellectuels en France (1944-1956)*, Fayard, 1992 – prix franco : 25 €.

(2) François Cusset, « *La décennie, le grand cauchemar des années 80* », La Découverte – prix franco : 23 €. Voir *Royaliste* n°897.

Vampires

Depuis maintenant un peu plus de deux siècles le vampire hante la littérature fantastique. Il a grandi avec elle et, c'est tout naturellement qu'il a évolué avec la société. Autant dire qu'il est devenu un compagnon familier et ce avec une plus grande facilité depuis l'apparition du cinéma et l'invasion de la télévision. Considérons donc ce membre de la famille à la fois honteux et cher à nos cœurs.

Barbara Sadoul avec cette anthologie de huit nouvelles s'attache à la nouvelle image acquise par le vampire dans la littérature du XX^e siècle. Un prédateur toujours – il a besoin de sang humain –, mais tellement humain justement, tellement intégré au monde qu'on ne lui prête plus guère attention.

Les vampires de ces nouvelles, signées de grands noms du fantastique, Richard Matheson, Ray Bradbury, Claude Seignolle, Henry Kuttner ou Niel Straum sont capables de sentiments nobles – l'un d'eux se suicide par amour – n'aspirent qu'à vivre dans l'anonymat de nos cités en conservant néanmoins ce qui les distingue des hommes ; et lorsque cette particularité identitaire se dilue, en risquant de les rendre trop communs, ils n'hésitent pas à migrer vers d'autres mondes où leur nature sera préservée. Le destin du vampire contemporain devient une parabole sur l'étranger, car étranger il reste malgré ses efforts.

Ami accorde un peu de ton temps à notre semblable le sucer de sang, il n'est pas si cruel et te demande un peu d'amour.

Bruno DIAZ

« *La solitude du vampire* » anthologie présentée par Barbara Sadoul, Libro, prix franco : 3,50 €.

Au-delà du Soleil

Il faut saluer comme il convient, c'est-à-dire avec chaleur, parce qu'il nous distrait pleinement, et avec gratitude parce qu'il nous instruit sans pédanterie, le petit opus, d'un grand intérêt que Jean-Christian Petitfils vient d'offrir à ses lecteurs sous le titre *Louis XIV expliqué aux enfants*.

Que l'on ne se trompe pas sur le titre, ces quelques 120 pages s'adressent à tout public curieux de l'histoire de son pays et surtout à ce règne submergé par les légendes les plus noires ou les mythes dithyrambiques les plus enracinés.

Sous la forme d'un questionnaire, la vie privée et publique du roi est passée en revue avec une telle simplicité dans les explications et une si belle élégance dans l'expression que même un élève de 3^e – sachant lire – pourra tirer grand profit de ce mince livre. Il sera également précieux pour les parents et les grands-parents, pour eux-mêmes d'abord et pour l'aide qu'ils pourront éventuellement apporter aux enfants et petits-enfants.

Louis, un homme placé tôt sur le trône parce qu'il était né pour cela. Une enfance marquée par la Fronde qui laissera

des traces indélébiles. Ce roi, contrairement à l'une des légendes les plus tenaces, n'était pas petit, en réalité un athlète de plus de 1,80 m à la santé de fer malgré ses médecins et sa gloutonnerie étonnante ; conscient, sourcilieux de son état et de ses fonctions si particulières mais pas au point d'avoir prononcé la fameuse phrase *L'État c'est moi* mais qui, bien au contraire, sur son lit de mort, devant de si nombreux témoins, s'est exclamé : « *Je m'en vais mais l'État demeure* ». Sens de la grandeur qui reposait sur lui en tant que symbole du pays, puissance alors colossale. Homme aussi avec ses faiblesses, la sensualité, les maîtresses – encore que cela soit de tous les régimes et de tous les temps – mais à noter qu'aucune, à l'exception de Mme de Maintenon dans les trois ou quatre dernières années de sa vie, n'a exercé la moindre influence importante sur ses décisions.

Un roi qui a aimé la guerre encore qu'elles lui furent souvent imposées par les circonstances. Il ne fut pas un grand capitaine mais son courage au feu frôlait la témérité. Il a commis des erreurs, la révocation de l'édit de Nantes, l'acceptation de la fameuse bulle *Unigenitus* contre les jansénistes, qui empoisonnera tout le règne de Louis XV, erreurs qui ne doivent rien à des caprices de roi absolu mais qui résultent de calculs et de raisonnements tenus en conseil, Louis a été trompé. Faut-il imputer cela à Versailles, à la cour, à cette nécessité de contraindre les *grands* mais qui l'a coupé des réalités du pays en l'isolant du monde extérieur ?

Cette monarchie absolue, centralisatrice, qu'en était-il ? L'auteur évite de donner à ces mots un sens contemporain alors qu'ils s'appliquent à des réalités vieilles de trois siècles, c'est ainsi qu'il préférera parler d'une monarchie administrative en expliquant avec pertinence les raisons de son choix, en évitant ainsi de grands malentendus. Et l'on peut dire que tout le livre est de cette veine.

Finalement Louis XIV prisonnier d'un orgueil insolent ou aux prises en permanence avec sa conscience ? Peut-être la réponse est-elle dans cette réflexion : « *Il est bien plus facile d'obéir à son supérieur que de se commander à soi-même et quand on peut tout ce que l'on veut il n'est pas aisé de ne vouloir que ce que l'on doit.* »

Michel FONTAURELLE

« *Louis XIV expliqué aux enfants* », Seuil, prix franco : 9,50 €.



Porte-clé fleurdelysé

diamètre 30 mm
attache de qualité
fabrication du
maître-médailleur Martineau

Prix franco : 8 €

Session I.F.C.C.E.

La lutte des classes

La récente session de politique appliquée organisée par l'I.F.C.C.E. (3 et 4 février) à La Chapelle-Saint-Luc (Aube) était consacrée à *La lutte des classes*. Titre éminemment provocateur, d'autant plus que le concept est très souvent attribué à tort à Karl Marx. C'est dans l'esprit de Guizot le libéral, le monarchiste conservateur, qu'est né ce principe, ainsi que l'explique brillamment Bertrand Renouvin dans son intervention du dimanche matin.

La veille, Emmanuel Todd, historien et anthropologue, et Pierre-Paul Zalió, sociologue, avaient situé cette idée, l'écartant de la théorie pour l'orienter vers la praxis. En pleine explosion de slogans électoraux, le grand problème est de savoir quelles sont les différentes classes appelées à s'affronter et quelles possibilités s'offrent aux unes et aux autres de déterminer leur action.

Une classe est indéniablement identifiée et organisée : celle des possédants. En contrebas se développe une nébuleuse. Il est difficile d'en cerner les contours et, partant, d'en déceler une véritable structuration qui lui permette de tenter par le haut un quelconque nivellement des conditions.

Ceci pour le constat.

Pour autant, le pessimisme a ses limites. Dans un pays où l'égalité est un principe mobilisateur, l'histoire et un passé récent engendrent l'idée que la *lutte des classes* pourrait ressurgir (sous quelle forme ?), même si les principaux responsables politiques semblent avoir choisi le chemin de réformes molles, quand ce n'est pas celui de la résignation au nom d'un inexplicable pseudo-réalisme.

Concept complexe et, on le comprendra, sujet à des interprétations diverses. D'où les positions très peu voisines des différents intervenants. D'où aussi la richesse de débats au cours desquels les participants se sont montrés particulièrement incisifs.

Encore un beau week-end et qui augure bien des futures sessions.

Robert GESNOT

[Ce que Robert Gesnot ne dit pas, dans ce petit compte-rendu de la session, c'est l'excellence de l'accueil des participants, grâce à lui et à son épouse. Tous se souviendront longtemps des délicieux repas cambodgiens dont ils ont bénéficiés...

Yvan Aumont]

ILE-DE-FRANCE

La Fédération d'Ile-de-France vous invite à une réunion le **samedi 24 mars de 16h à 17h30** dans nos locaux, 17 rue des Petits-Champs.

Après le Congrès de la NAR, l'on fera une analyse de la situation politique et l'on examinera les différentes perspectives.

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoya@aol.com
- ✓ Site internet : <http://www.narinfo.fr.st> (Informations et actualités)
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de : **Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris**

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● **Mercredi 7 mars** – Sujet non encore fixé.

● **Mercredi 14 mars** - Ancien responsable de la communication de *Médecins du monde* et secrétaire général d'*Aide médicale internationale*, **Denis MAILLARD** est membre du comité de rédaction de la revue *Humanitaire*. Cette expérience de l'action humanitaire s'est accompagnée d'une réflexion philosophique menée, notamment, au sein du séminaire de Marcel Gauchet. Dans un livre récemment publié (cf. *Royaliste* n° 897) notre invité se livre à une critique fondamentale du projet humanitaire, délicate à mener puisque ses acteurs interviennent au nom des droits de l'homme et sauvent de nombreuses vies. D'admirables dévouements ne peuvent cependant empêcher de faire la part entre l'histoire de l'humanitaire, jalonnée de crises et de scandales, et sa légende (le Biafra), d'explorer ses impasses théoriques et de dévoiler son idéologie. « *L'humanitaire, une anti-politique* » : telle est la nature

contradictoire d'un mouvement qui opère dans le champ politique, récuse le politique et requiert sans cesse l'intervention de l'État.

● **Mercredi 21 mars** - Président de *Debout la République*, **Nicolas DUPONT-AIGNAN** a démissionné de l'UMP et se présente à l'élection présidentielle. Nous accueillerons donc parmi nous « **Un gaulliste en campagne** ». Il ne s'agira pas d'une classique réunion électorale : nous souhaitons, de part et d'autre, une discussion approfondie sur des thèmes qui sont rarement abordés par les candidats qui occupent le devant de la scène médiatique : institutions de la V^e République ; politique extérieure ; défense nationale ; sortie de l'OTAN ; projet européen et plus particulièrement la politique monétaire, la politique industrielle et les relations avec la Turquie...

Ce débat est d'autant plus nécessaire que la Nouvelle Action royaliste, traditionnellement proche du gaullisme authentique, se distingue sur certains points du programme présenté par Nicolas Dupont-Aignan. L'examen des accords et des désaccords nous permettra d'envisager, au-delà de la campagne présidentielle, l'avenir du gaullisme comme tradition de pensée et comme mouvement politique.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une "carte d'abonné" (8 € pour l'année)

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous **sans engagement de votre part**.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

.....

Adresse électronique :

désire recevoir, **sans engagement de ma part**, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Nous récusons Bayrou

François Bayrou *grimpe dans les sondages*. Nous n'avons aucune confiance dans ces constructions artificielles qui ne valent que par leurs effets sur la réputation des dirigeants politiques.

Au vu des sondages, donc, François Bayrou est le « troisième homme » à la mode. Ces engouements médiatiques nous laissent de marbre. Nous sommes par ailleurs étrangers aux contre-attaques montées par le Parti socialiste et l'UMP. Et nous n'avons pas de comptes à régler avec le personnage. Nous en parlons parce que c'est l'actualité. Une fraction de l'opinion estime que le président de l'UDF permet d'échapper à la bataille entre la droite et la gauche : c'est une éventualité à laquelle le candidat s'est préparé avec méthode. Les faiblesses de Ségolène Royal et les excès de Nicolas Sarkozy sont exploités avec habileté par un homme qui est crédité, de surcroît, d'un paisible courage. Et alors ?

Ces qualités et ces avantages sont secondaires. François Bayrou a le courage de son ambition. Ce n'est pas le cas de tous les responsables politiques – n'est-ce pas, Laurent Fabius ? – mais c'est peu. Le courage n'est pas une vertu : il n'a de valeur que par la cause servie. La finesse tactique est à apprécier selon la stratégie. L'image médiatique et les mots placés dans les discours comptent pour rien dans l'appréciation du candidat : il doit être examiné selon sa pensée, sa position et son programme politiques.

Quant à l'idéologie implicite, François Bayrou n'a pas changé : il se situe dans le cou-

rant du démocratisme chrétien (1) qui a exercé une forte influence sur le « social-libéralisme » de droite et de gauche et qui a donné au fédéralisme européen l'essentiel de sa doctrine. Il est normal que le candidat trouve ses références chez Romano Prodi, l'autre visage de la catastrophe italienne, et chez Jacques Delors responsable, entre autres méfaits, du tournant néo-libéral de 1983.



Ce même Delors se vantait, il y a deux ans, devant plusieurs centaines de personnes d'avoir fait cette année-là le « *grand nettoyage* » - c'est-à-dire le contraire de ce qu'une majorité de Français avait voulu en portant la gauche au pouvoir.

Preuve que le démocratisme chrétien n'est pas nécessairement démocratique ; preuve que l'ultra-libéralisme est incompatible avec la démocratie ; preuve que l'économie de marché, même quand on la répute « sociale », est le contraire du socialisme entendu comme système de protection des travailleurs et juste répartition du revenu national.

Quant à son positionnement politique, François Bayrou est

resté là encore fidèle à lui-même : ce centriste se présente comme un recours qui fera l'union nationale avec des ministres de droite et de gauche. Mensonge ! L'union nationale se réalise avec des gaullistes, des communistes, des patriotes de gauche et de droite ou elle n'est rien – rien d'autre qu'une « *gouvernance* » centriste de l'oligarchie, avec une aile droite « libérale-libérale » et une aile gauche « social-libérale ». La sainte alliance, de Martine Aubry à Gilles de Robien. Quelle grandiose perspective, pour la France !

Le programme de François Bayrou est à la mesure de ce réaménagement dérisoire d'un système de domination inchangé. Doctrine imbécile de l'équilibre budgétaire, dont les effets destructeurs sur l'économie sont avérés. Plan inepte d'extinction de la dette publique, par réduction des niches fiscales (ce qui lui sera refusé par ses groupes de soutien) et par une « *modernisation de l'État* » en forme de destruction - alors qu'on peut régler la question de l'endettement par l'inflation, dont le caractère néfaste n'a jamais été démontré. Promesse démagogique, banale et inopérante, de la réduction des charges pour préserver l'emploi. Défense et promotion de la Banque centrale européenne et annonce un nouveau référendum sur un traité européen qui reprendrait des dispositions rejetées en 2005.

Faux naïf qui a fait toute sa carrière dans le sérail, le fils spirituel de Jacques Delors est le candidat idéal de la Commission européenne. Nous le récusons aussi nettement que les autres oligarques.

Bertrand RENOUVIN

(1) Le démocratisme chrétien n'est qu'un aspect de la tradition démocrate-chrétienne qui contient également des courants gaulliste et royaliste.